

NOUVEAU REGARD SUR L'AMÉRIQUE LATINE

par Vincent Berthet *

Depuis toujours, même si cet aspect a longtemps été ignoré, les Amériques latines sont terres de profusion culturelle. Les cinq siècles qui se sont déroulés depuis l'arrivée de Colomb en ont fait des terres de souffrance : souffrance des peuples « indiens » arrachés à leur identité, voire exterminés ; souffrance des esclaves ; souffrance des majorités pauvres, sans terre, sans droits ; souffrance en large partie due à la prédation de puissances économiques et politiques étrangères, et réactivée par les régimes de dictature dont l'empreinte est encore vive. Cette histoire a fait aussi des Amériques latines des terres de résistance.

Ces strates antérieures demeurent prégnantes. Et les relations entre Européens et Latino-américains peuvent encore se construire dans l'échange culturel, avec sa « richesse de sens » (1). Elles peuvent également se déployer sur le registre des solidarités au service d'un droit au développement humain, sous condition de sa maîtrise par les peuples et groupes sociaux concernés. Mais ce presque continent peut être vu également comme terre d'innovation sociale, de réalisations porteuses de changement et de propositions pour l'avenir des sociétés et du monde, et non seulement pour les univers latino-américains...

De ces alternatives sociales, économiques, éducationnelles, politiques, plusieurs des organisations qui éditent ce dossier avec *Economie & Humanisme* sont les témoins permanents, du fait de leur engagement au contact des sociétés latino-américaines, dans une optique de promotion humaine. L'association DIAL (Diffusion de l'Information sur l'Amérique Latine) en est venue à organiser en avril 2004 à Lyon, en prolongement de son travail continu d'attention aux douleurs et aux espérances du sous-continent, le colloque « Les alternatives latino-américaines ». Sa réalisation a été le point de départ de l'élaboration de ce dossier. Elle a rejoint la relance par l'association Economie et Humanisme, depuis 2002 principalement, de ses relations avec l'Amérique latine (2). De façon délibérée, le collectif des partenaires d'édition de ce dossier est très diversifié : associations de solidarité internationale : CEDAL (3), CCFD (4), Frères des Hommes, Secours Catholique-Caritas France, actives en Amérique latine-Caraïbes ; collectivités territoriales (Région Rhône-Alpes, Ville de Lyon) soucieuses de prendre place dans la construction de réponses aux défis internationaux (5) ; institution d'enseignement supérieur (INSA Lyon) plus que d'autres consciente du « fait mondial », dans sa complexité et sa possible fécondité. Cette diversité, présente également dans les profils des auteurs des articles, dont la majorité sont latino-américains,

* *Rédacteur en chef*

(1) **J.-P. Aldeguer**, in *Economie & Humanisme*, n° 344, 1998.

(2) Très intenses pendant des décennies, et sources d'enrichissements majeurs pour la pensée du développement portée par L.-J. Lebreton, et un certain nombre d'autres équipiers du mouvement, ces relations s'étaient, pour plusieurs raisons, assoupies.

(3) Centre d'Études du Développement en Amérique Latine.

(4) Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement.

(5) Ceci se traduisant notamment pour la Région Rhône-Alpes par le lancement (2005-2006) d'une coopération avec la Région de Cordoba (Argentine).

est bienvenue. Elle signifie que les défis et les interrogations auxquelles ces alternatives en Amérique latine renvoient sont l'affaire de tous.

Les textes de la première partie du dossier veulent introduire à plusieurs traits marquants du contexte latino-américain actuel : un contexte sous contrainte d'ingérences économiques et politiques plus fortes que jamais (6), marqué par des inégalités et par des formes de violence qui en sont, dans bien des cas, la répercussion (7), un contexte extrêmement contrasté, pour des raisons qui tiennent à l'histoire et à des débats actuels, quant à son degré de démocratisation et quant à l'expression des mouvements sociaux (8).

Ces éclairages sont souhaitables pour percevoir la qualité sociétale d'un certain nombre d'alternatives récentes (seconde partie du dossier). Celles-ci correspondent à des formes d'action précises : pratiques d'économie dite « populaire », nouveaux modes d'activation de la démocratie (9), organisation collective face aux situations de violence, prise en charge collective du cadre de vie urbain, fonction de renforcement des collectifs de citoyens adoptée par des organisations de solidarité (10). Ces alternatives tiennent également à l'affirmation, extrêmement forte depuis quelques années, des communautés indiennes, des femmes, du monde paysan (11).

En corrélation avec ces initiatives, dont certaines ont généré des organisations complexes et solides, de nouvelles formes de relations Europe-Amérique latine ont émergé. Parfois pour des innovations concrètes, inscrites dans la vie quotidienne des peuples : ainsi des pratiques de commercialisation « équitable » de productions artisanales et agricoles. Bien plus souvent, pour et par des dialogues, des interpellations mutuelles : quel homme, quelles sociétés, quel monde voulons-nous et pouvons-nous bâtir ? par quels chemins éducatifs, par quelles impulsions à la participation des citoyens, par quelles priorités dans les liens entre collectivités locales ? C'est de ce questionnement qu'est nourrie la dernière partie de ce dossier (12). La matrice de ces nouveaux rapports de société à société est la solidarité tissée, d'une rive à l'autre de l'Atlantique, contre les dictatures brésilienne, chilienne, argentine, salvadorienne... Mobilisée au nom des droits humains, menacés ici parce qu'agressés là-bas, la coopération euro-latino-américaine a changé d'échelon. Elle a touché à l'universel. Victor Jara, Tito de Alencar et les « Folles » de la Place de Mai sont les parents réels de ces nouvelles relations intercontinentales entre citoyens. Conjuguant proximité et différence, complicité et altérité, elles aussi sont une alternative à une plèbe de corporatismes et de replis culturels (13).

Vincent Berthet

(6) Lire les articles de **S. Fernandez** et **A. Moro**.

(7) Lire **S. Araujo**.

(8) Lire **M. Garcez** et **P. de Araujo Sampaio**.

(9) Les « budgets participatifs » – démarches associant de près les habitants d'une ville à la prise de décision concernant les dépenses d'une collectivité – sont mis en avant le plus souvent. Mais les initiatives allant dans le même sens en monde rural, ou celles qui se déploient face à d'autres enjeux (environnement, accès aux services de base, souveraineté alimentaire...) sont également importantes.

(10) Cf. les articles de **M. Burgos** et **R. Lopez**, **I. Ramos**, **H. de Chaponay**, **E. Brazola**, **J. Prieto A**, **R.M. Ribeiro**, **W. Tilus**.

(11) Lire **B. Chancoso**, **I. Gebara**, **J.-L. Pelletier**.

(12) Avec la participation de **J. Fauré** et **E. Sanchez Albaricin**, **A. Bourgeois**, **L. Riu**, **A. Saldomando**, **M.-P. Rouger** et **G. Tomada**, **D. Sexton**.

(13) Outre les auteurs des articles, ont aussi apporté un concours à la réalisation de ce dossier : Frédéric Apollin (VSF-CICDA), Alain Durand (DIAL), Annie Algarrondo-Alvéar (Secours Catholique), Michel Nobécourt (CCFD) et le Groupe Amérique latine d'Économie & Humanisme. Ont participé à la traduction : Maria Belmont, Olivier Borius, Jacques Devesa, l'équipe du Département Amérique latine du Secours Catholique, Sandra Marques.